



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral mettant en demeure la société ANTOINE-EST de se conformer à certaines prescriptions réglementaires pour son établissement situé sur la commune de ROSIERES AUX SALINES

**N° 2024-0282
AIOT 0006204756**

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.181-14, L.211-1, L.511-1 et R.181-46 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2023/1008 autorisant la société TRANSPORTS ANTOINE LORRAINE du 11 janvier 2024 ;

Vu la déclaration 2024-0057 relative au changement de dénomination sociale de l'exploitant ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le rapport d'inspection référencé AT/AN/IA/2024_1065 faisant suite à la visite d'inspection du 04 juillet 2024 dont copie a été adressée à l'établissement ANTOINE EST de Rosières-aux-Salines par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 12 août 2024, notifié par recommandé avec accusé de réception le 23 août 2024, informant l'établissement ANTOINE EST de Rosières-aux-Salines, conformément à l'article L. 171-6 du Code de l'environnement, des faits qui lui sont reprochés et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral dans le délai de 15 jours qui lui était imparti ;

Considérant que la société ANTOINE EST relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2795 des installations classées;

Considérant que l'exploitant n'a pas porté à la connaissance de l'autorité administrative les modifications apportées à son installation ;

Considérant que l'exploitant ne respecte pas plusieurs prescriptions réglementaires, notamment en ce qu'elles concernent l'autosurveillance des rejets aqueux du site ;

Considérant que cette situation est de nature à présenter des dangers et inconvénients pour la gestion de la ressource en eau, la sécurité et la protection de l'environnement, intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La société ANTOINE EST, dont le siège social est situé ZAC Des Sables – Chemin des Sables à ROSIERES AUX SALINES, qui est autorisée à exploiter une installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou de mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux, est mise en demeure de justifier du respect :

• **dans un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

→ de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2024, sus-visé, le respect de l'implantation du site, notamment en limite de propriété ;

→ des articles L. 181-14 et R. 181-46 du Code de l'environnement en ce qui concerne le porter à connaissance lié à l'ajout d'une installation de combustion relevant de la rubrique 2910 sous le régime de la déclaration ;

• **dans un délai de 5 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

→ de l'article 2.3.1 a) de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2024 sus-visé, en ce qui concerne la périodicité des analyses de ses rejets aqueux ;

→ de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2024 sus-visé, en ce qui concerne la transmission sur la plate-forme GIDAF des résultats, leur interprétation, le signalement des dépassements à l'inspection et la présentation des actions mises en œuvre afin de lever toute non-conformité, le cas échéant ;

• **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

→ de l'article 2.3.2 – de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2024 sus-visé, en ce qui concerne la mesures des flux l'ajout des paramètres « couleur » et « odeur » sur les analyses d'eaux pluviales ; En particulier, l'exploitant :

Article 2 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1 du présent arrêté de se conformer à cette injonction, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54 036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Exécution et information

Le Secrétaire général de la préfecture et l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société ANTOINE EST

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Rosières-aux-Salines

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement.

Nancy, le **03 OCT. 2024**

Le Préfet,


Françoise SOULIMAN

